

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis
Semaine du 16 février 2026

CHIFFRE A RETENIR

+2,5%

Le taux de croissance du PIB de la Tunisie en
2025 selon l'INS

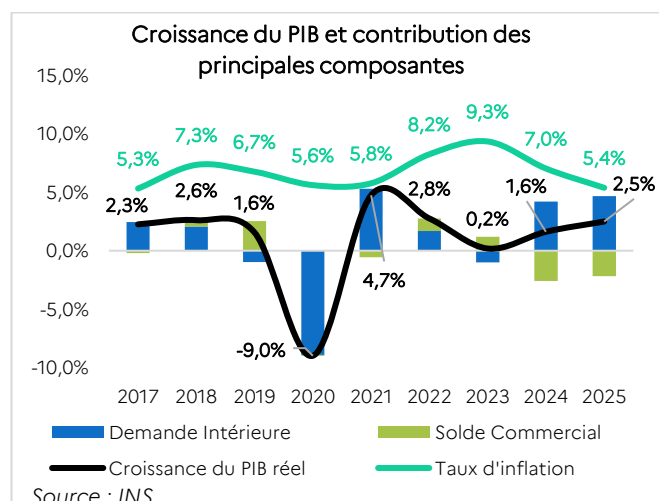
Tunisie

La croissance économique atteint +2,5% en 2025, portée par la reprise du secteur agricole

Selon les [données préliminaires](#) de l'Institut National de la Statistique (INS), le PIB trimestriel en volume, corrigé des variations saisonnières, a progressé de +2,7% en glissement annuel (g.a.) et de +1,0% en variation trimestrielle, sur le dernier trimestre de l'année. En conséquence, **le taux de croissance du PIB s'est établi à +2,5% sur l'ensemble de l'année 2025**, après +1,6% en 2024. Du côté de l'offre, cette dynamique s'explique notamment grâce à la performance de l'agriculture (contribution à la croissance de 0,9 point de pourcentage - p.p.), qui connaît une nouvelle forte hausse de sa production (+10,3% à 9,1 Mds TND) qui dépasse son niveau de 2022 (9,1 Mds TND) après l'épisode de sécheresse de 2023 (7,6 Mds TND, -16,2%) et la reprise de 2024 (8,3 Mds TND, +9,0%). Viennent ensuite les industries mécaniques et électriques avec

une contribution à la croissance de 0,3 p.p. (+6,2% à 4,2 Mds TND) et le secteur du commerce et de la réparation avec une contribution de 0,2 p.p. (+2,1% à 11,5 Mds TND). À l'inverse, les activités financières et d'assurance (-0,3 p.p.) contribuent négativement à la croissance (-8,2% à 3,8 Mds TND) pour des raisons multiples (taux de créances douteuses élevé, fiscalité accrue, ralentissement du crédit au secteur privé). Ce repli s'observe également dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz (-0,2 p.p.), qui décroît pour la 4^{ème} année consécutive (-10,9% à 1,5 Md TND), et dans l'industrie du textile (-0,1 p.p. ; -2,6% à 2,2 Mds TND), pénalisée par l'atonie de la demande européenne (-1,7% de baisse des exportations tunisiennes de textile en 2025). Par ailleurs, la demande intérieure est toujours le moteur de la croissance avec une contribution de 4,7 p.p. et une hausse de +4,3%, après +4,0% en 2024, dans un contexte de décélération de l'inflation (+5,4% en moyenne en 2025, contre +7,0% en 2024). En revanche, le commerce extérieur continue de peser sur la croissance (contribution négative de -2,2 p.p.), en lien avec une progression des importations

(+10,1%) plus forte que celle des exportations (+7,0%). Pour 2026, le FMI anticipe une croissance de 2,1% alors que le gouvernement tunisien prévoit une croissance de 3,3%.



Le taux de chômage diminue au T4 2025 pour s'établir à 15,2% de la population active

Selon un [communiqué](#) de l'INS publié le 15 février 2026, le taux de chômage s'est établi à 15,2% au quatrième trimestre 2025. Il recule légèrement par rapport au trimestre précédent (15,4%) et atteint son plus bas niveau depuis le quatrième trimestre 2022. Cette amélioration résulte d'une baisse du nombre de chômeurs (-8 500 à 645 200 personnes) plus forte que la baisse de la population active (-4 300 à 4,2 M d'individus). En conséquence, le nombre d'actifs occupés s'inscrit en hausse à décembre 2025 (+4 200 à 3,6 M de personnes). Bien qu'en réduction, le chômage demeure structurellement élevé pour certaines catégories de la population, notamment les femmes (20,8%, soit -1,6 p.p. par rapport au T3 2025) et les jeunes de 15 à 24 ans (38,4%, -1,7 p.p.), reflétant les difficultés persistantes d'insertion sur le marché du travail. Dans l'ensemble, l'emploi reste majoritairement concentré dans le secteur des services (53% de l'emploi total), suivi par les industries manufacturières (19%) et le secteur agricole et de la pêche (15%).

Le secteur bancaire tunisien sera confronté à de nombreux défis en 2026, selon Fitch et S&P

Le 2 février 2026, S&P Global Ratings [a publié](#) ses perspectives pour le secteur bancaire tunisien en 2026, marquées par un environnement macroéconomique contraint. En effet, S&P anticipe un taux de croissance du PIB à 1,7% en 2026, avec une absence de progrès dans les réformes structurelles clés et un faible niveau d'investissement (public et privé) en dépit d'une baisse progressive attendue des taux de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), ce qui devrait limiter la croissance des crédits autour de 3%. Cette réduction du taux directeur de la BCT, combiné à la taille importante des réseaux d'agence et la rigidité de la structure des coûts d'exploitation, devrait également tirer la rentabilité du secteur bancaire à la baisse en 2026. Selon S&P, la qualité des actifs reste un point faible majeur : le taux de créances douteuses s'élèverait autour de 16% dans les deux prochaines années (contre 14,5% en 2024 selon la BCT) en raison de prêts anciens non radiés des bilans et de retards dans l'application des réglementations sur la restructuration des créances douteuses. L'agence souligne également la nécessité d'investir dans la transformation digitale et de mener à bien les réformes réglementaires pour améliorer la performance globale du secteur bancaire. Concernant ces dernières et le renforcement du cadre prudentiel, Fitch indique dans [un communiqué](#) publié le 12 février 2026 que l'introduction de règles de capitalisation conformes à Bâle III d'ici fin 2026 et l'adoption de la norme IFRS 9 d'ici fin 2027 devraient mettre à l'épreuve le secteur financier tunisien, particulièrement les banques dont les marges de sécurité au-dessus des seuils réglementaires actuels sont faibles. Ces réformes pourraient amener certaines institutions à rechercher de

nouveaux capitaux ou à adopter d'autres mesures pour renforcer leurs coussins de capital. Pour rappel, la BCT [a introduit](#) en janvier 2026 des mesures visant à préparer les banques à la nouvelle réglementation, comme le plafonnement de la distribution de dividendes à 35% du résultat net 2025.

Les flux d'investissement internationaux entrants progressent de 30,3% en 2025 selon la FIPA

Selon les [dernières estimations](#) de l'Agence de promotion des investissements étrangers en Tunisie (FIPA), **les investissements internationaux en Tunisie ont atteint 3,6 Mds TND (soit environ 1,1 Md EUR) sur l'année 2025, marquant une progression de +30,3% par rapport à 2024.** Ces investissements se composent quasi-exclusivement d'investissements directs étrangers (IDE) représentant 98% du total (soit 3,5 Mds TND ou environ 1,0 Md EUR), les investissements de portefeuille restant marginaux (2% du total, soit 65,6 M TND – 19,4 M EUR) malgré une progression significative (+41,3% sur un an). Les IDE demeurent concentrés dans les industries manufacturières (63% du total des IDE) en particulier dans l'industrie électrique, électronique et mécanique, le textile et la plasturgie, suivi du secteur des services (19%) et de l'énergie (16%) alors que les investissements dans le secteur agricole restent modestes (2%). Hors énergie, **la France conserve son rang de 1^{er} investisseur direct étranger en Tunisie** (31% des flux d'IDE hors énergie) avec 899,8 M TND investis en 2025 (soit 266,2 M EUR, en hausse de +41,3% par rapport à 2024), devant l'Allemagne (391,3 M TND) et l'Italie (334,7 M TND).

Le taux d'indépendance énergétique de la Tunisie serait tombé à 35% en 2025

Selon le dernier [bulletin de conjoncture énergétique](#) publié par le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, le taux d'indépendance énergétique de la Tunisie aurait reculé de 16% sur un an en 2025 pour atteindre 35 % (contre 41% en 2024). Ce chiffre reflète un effet ciseau provoqué d'une part par la baisse de la production nationale de pétrole et gaz et, d'autre part, par la hausse de la demande en hydrocarbures. Concernant la production nationale, la production de pétrole aurait chuté de 12% sur un an pour atteindre 25 000 barils/jour tandis que la production de gaz aurait baissé de 8% pour s'établir à 1 130 ktep-pci. Enfin, la redevance perçue par la Tunisie sur le gaz algérien transitant via le gazoduc Transmed aurait baissé de 13% sur un an pour atteindre environ 800 ktep-pci. Concernant la demande en hydrocarbures, celle de produits pétroliers aurait augmenté de 3% sur un an pour atteindre 4700 ktep-pci et la demande en gaz naturel aurait bondi de 10% pour s'établir à 4900 ktep-pci. Conséquence de cette baisse du taux d'indépendance énergétique, le déficit de la balance commerciale énergétique (ou facture énergétique) aurait continué à se dégrader en 2025 pour atteindre 11 Mds TND, soit environ 3% de hausse. Cette facture énergétique aurait été encore plus élevée sans (i) la baisse de 14% en 2025 des prix du *brent* et du gaz importés et (ii) la légère dépréciation du dollar américain face au dinar (-3% sur un an). S'agissant des énergies renouvelables, leur part dans le mix électrique aurait atteint 6% en 2025 (contre 5% en 2024), notamment grâce à la mise en service de la centrale solaire de 100 MW de Kairouan (construite et exploitée par AMEA Power) en décembre 2025 mais surtout par la mise en place d'environ 490 MW de

capacités photovoltaïques en régime d'autoproduction au cours de l'année 2025.

SANOFI annonce un partenariat stratégique avec le groupe KILANI

Dans [un communiqué](#) du 12 février 2026, le Groupe Kilani et Sanofi ont annoncé la conclusion d'un partenariat stratégique visant à assurer la continuité et le développement des principales activités de Sanofi en Tunisie à travers une évolution de son modèle opérationnel. Selon le communiqué, cette nouvelle organisation permettra de garantir durablement l'accès des patients tunisiens aux solutions thérapeutiques de Sanofi, tout en renforçant l'ancrage local des activités industrielles et commerciales et en favorisant l'introduction d'innovations thérapeutiques adaptées aux priorités nationales de santé. Dans le cadre de cet accord, deux entités du groupe Kilani porteront les activités de Sanofi en Tunisie :

Teriak, qui fabrique une large gamme de formes pharmaceutiques, assurera la production locale d'un portefeuille de médicaments Sanofi. Teriak fabrique et distribue sa propre gamme de produits génériques et fabrique sous licence les produits de plusieurs laboratoires pharmaceutiques internationaux de premier plan.

Medicis, sera en charge de l'information médicale et scientifique, des relations avec les autorités de santé, ainsi que de la promotion des solutions thérapeutiques de Sanofi auprès de la communauté médicale tunisienne.

Ce dispositif doit permettre de garantir une continuité des opérations, une chaîne d'approvisionnement sécurisée et une proximité renforcée avec les professionnels de santé.

Libye

L'Est et l'Ouest libyens prennent des mesures distinctes sur les prix des produits essentiels

Le Fonds de développement et de reconstruction de la Libye (dirigé par M. Belgacem Haftar et basé à Benghazi) a pris [une décision](#), le 15 février, portant sur les prix de vente de cinq produits de première nécessité à prix subventionnés en collaboration avec les associations de consommateurs de différentes municipalités libyennes. La mesure concerne l'huile de cuisson, le riz, le sucre, la farine et le concentré de tomates. Selon cette décision, les ventes de ces produits seront organisées grâce au système national de « numéros d'identification » afin de garantir une distribution équitable en fonction de la taille des familles. Le même jour, à l'Ouest, le ministère de l'Économie du Gouvernement d'Unité Nationale (GUN) [a annulé](#) sa décision concernant la fixation du prix de vente des huiles végétales, affirmant qu'elle continuerait à surveiller les prix des produits de base et à engager des poursuites judiciaires contre toute violation ou pratique monopolistique, en coordination avec les autorités compétentes et la Banque centrale de Libye (BCL). Cette annulation survient juste après [l'annonce](#), par la BCL, de la conclusion d'un accord avec des fournisseurs pour la livraison d'urgence de 2,5 M de caisses d'huiles de cuisson, pour répondre aux pénuries alors que commence le Ramadan. Ces décisions s'inscrivent dans un contexte de fragmentation politique et économique entre l'Est et l'Ouest pour la régulation des produits alimentaires essentiels (subventions directes à l'Est et régulation du marché à l'Ouest).

Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	53	59	60,4
Croissance du PIB réel, en %	1,6	2,5	2,1
Taux d'investissement, en % du PIB	-	-	-
Taux d'épargne, en % du PIB	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	7	5,9	6,1
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,9	-5,3	-5,2
Recettes publiques, en % du PIB	27,9	27,5	27,4
Dépenses publiques, en % du PIB	33,8	32,9	32,6
Dette publique, en % du PIB	83,3	80,6	82,6
Solde courant, en % du PIB	-1,7	-3,1	-3,3
Réserves en devises, en Mds USD	9,2	8,7	7,9
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC+/CAA2 stable	B-/CAA1 stable	-

Source : WEO octobre 2025 (FMI).

Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance du PIB réel, en g.a., en %	T4 2025	+2,7%	+0,3 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T4 2025	15,2%	-0,2 p.p.
Taux d'inflation, en g.a., en %	Jan. 2026	4,8%	-0,1 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en M TND	Au 10/02/2026	697 M TND	+4,4% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en M TND	Au 10/02/2026	1 045 M TND	+6,7% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 07/01/2026	7,00%	-100 pdb
Réserves de change, en jours d'importations	Au 19/02/2026	106 jours	+5 jours
USD/TND	Au 18/02/2026	2,86	-9,65%*
EUR/TND	Au 18/02/2026	3,38	+2,00%

* Un signe négatif signifie une appréciation du dinar tunisien face à la devise correspondante.

Sources : INS, BCT

Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	48,4	48	49,2
Croissance du PIB réel, en %	1,9	15,6	4,2
Production pétrolière, en M b/j	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	2,1	1,8	1,6
Solde budgétaire, en % du PIB	-25,1	-4,3	-1,0
Solde courant, en % du PIB	-4,2	0,9	0,6
Réserves en devises, en Mds USD	82,9	81,5	81,1

Source : WEO octobre 2025 (FMI).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.